

TRAVAIL ET DROIT



Supplément au
Mouvement Syndical Belge
du 20 avril 1938.

Vers la simplification des lois sociales?

Il est beaucoup question, depuis quelques mois, de la simplification des lois sociales, ou tout au moins de leur coordination. Ce souci répond à des préoccupations diverses. Passons-les tout d'abord en revue. La personne chargée d'appliquer ou de veiller à l'application d'une réglementation, qu'elle soit fonctionnaire des pouvoirs publics ou fonctionnaire syndical, éprouve inévitablement le désir de voir endiguer à un moment donné le flot de dispositions diverses, de circulaires, d'arrêtés, etc., et de se retrouver en présence d'un *tout* coordonné, simplifiant l'application. Il s'agit là, en somme, plus souvent d'une mise à jour de textes épars, et de la présentation de la matière législative sous une forme plus moderne. Au surplus, cette coordination-là ne joue le plus souvent que dans les limites d'une réglementation spécialisée (assurance-chômage, accidents du travail, pensions de vieillesse, mesures de sécurité, etc.).

Un travail plus délicat, mais non moins utile, consisterait à harmoniser entre elles les différentes branches de la législation sociale. Celle-ci n'ayant pas été élaborée en une fois, ni même suivant un plan arrêté, il est fatal que l'ensemble présente des lacunes, des doubles emplois, des zones confuses. Et le plus souvent, c'est le travailleur qui est la victime de cet état de choses. D'où l'intérêt évident de mettre après coup de l'ordre dans l'une ou l'autre réglementation pour améliorer leurs rapports mutuels.

Un autre courant, favorable à la simplification des lois sociales, vise principalement sous ce vocable la simplification *administrative* de l'ap-

plication des différents régimes d'assurance sociale.

Le patronat, particulièrement le moyen et le petit patronat, n'est plus foncièrement hostile à une législation sociale « modérée »; il sait trop bien que la partie est perdue et qu'il faudra bien « y passer »; le plus tard possible, évidemment. Par contre il réclame, et selon nous avec raison, un minimum de formalités et d'exigences administratives dans l'application des lois. Une des tâches particulièrement lourdes qui incombe aux chefs d'entreprise, par son application répétée à des centaines de milliers de travailleurs, est celle du calcul et de la perception des cotisations des régimes d'assurance. Pour une loi, c'est le système de la prime journalière fixe; pour l'autre, c'est la prime proportionnelle, d'où complications inévitables, répétition d'opérations pour chacune des lois d'assurance. Nous ne voulons entrer ici dans la discussion des avantages ou des inconvénients des différents systèmes; bornons-nous à constater que l'adoption d'une seule formule conduirait très vite au versement, par l'employeur, d'une *cotisation globale* pour l'ensemble des assurances sociales. Et ce serait là, la *simplification administrative par excellence*, dont les résultats seraient extrêmement bienfaisants.

Nous devons rencontrer ici un état d'esprit répandu dans nos milieux, qui n'attache qu'une importance relative à cette question. Au fond, pensent certains, peu nous importent les difficultés patronales, du moment qu'ils sont astreints à une contribution quelconque. C'est là

une double erreur. Tout d'abord une bonne part de résistance aux nouvelles lois provient de l'hostilité à de nouvelles complications administratives : « Assez de timbrages, assez de pape-rasseries » ! etc. Seconde conséquence, la création de « services sociaux » venant en aide aux petits et moyens patrons en mal d'application des lois et les entraînant sous la tutelle de quelque géante organisation patronale, avec toutes les conséquences que cela entraîne : mentalité de combat abondamment répandue par circulaires, appui moral, résistance mieux assise.

Enfin cette attitude d'indifférence ne peut se concevoir dans un socialisme planiste. Comment celui qui vise à modifier dès maintenant par sa propagande d'idées, par sa collaboration gouvernementale, par ses alliances avec des couches

non exclusivement ouvrières, la structure économique du pays, pourrait-il négliger la rationalisation, la simplification des lois d'assurance sociale ? Comment pourrait-on se désintéresser de ce que le coût de l'administration d'une assurance sociale, suivant l'un ou l'autre système, passerait du simple au double d'un nombre respectable de millions ? Comment ne pas sentir que de nouvelles conquêtes sont liées à un meilleur aménagement interne de celles d'hier ?

Toutes questions qui montrent qu'en ce qui concerne la simplification des lois sociales, il faut résolument et hardiment susciter un point de vue socialiste, une doctrine syndicaliste, qui se dégage de points de vue étroitement « corporatistes » ou régionalistes. Travaillons-y !

GEORGES.

Législation sociale

Sous cette rubrique, il sera régulièrement publié la liste des lois, arrêtés royaux et ministériels relatifs à la législation sociale.

Nous adoptons, pour la classification de ces textes, les grandes divisions suivantes, reprises du Code du Travail et de l'Industrie (Codes Edmond Picard; Larcier, S. A., Bruxelles) :

Contrat de travail et contrat d'emploi; Réglementation du travail; Police industrielle; Assurances sociales; Association; Juridiction et Conciliation; Conventions internationales.

Dans la mesure du possible, les principales dispositions signalées feront à l'avenir l'objet d'un bref commentaire, ce qui permettra à nos lecteurs de suivre l'ensemble de la législation sociale dans notre pays. G.

Note. — La présente liste est clôturée au 30 mars 1938.

Réglementation du travail.

DURÉE DU TRAVAIL

Port de Bruges. — Réduction de la durée du travail. — A. R. du 14-I-38 (M. B. du 19-I-38).

Entreprises du commerce de gros et de demi-gros de fruits, légumes, pommes de terre et primeurs. — A. R. du 24-II-38 (M. B. du 26-II-38).

Fabriques d'agglomérés. — Durée hebdomadaire du travail. — A. R. du 24-II-38 (M. B. du 4-III-38).

CONGÈS ANNUELS PAYÉS

Coiffure. — A. R. du 14-I-38 (M. B. du 19-I-38).

Ouvriers du port d'Anvers. — A. R. du 14-I-38 (M. B. du 19-I-38.)

Industries chimiques des produits d'entretien et industries chimiques diverses. — A. R. du 4-II-38 (M. B. du 13-II-38).

Industrie de la meunerie. — A. R. du 24-III-38 (M. B. du 27-III-38).

Police industrielle.

Benzol, homologues et dérivés. — A. R. du 14-I-38 (M. B. du 26-I-38).

Boulangeries et pâtisseries. — Hygiène du voisinage, santé et sécurité des ouvriers. — A. R. du 11-II-38 (M. B. du 23-II-38).

Assurances sociales.

ACCIDENTS DU TRAVAIL

Tarif médical et pharmaceutique. — A. R. complétant les A. R. des 8 juin 1931, 26 avril 1932, 25 février et 15 juin 1935, 4 mars et 26 novembre 1936, relatifs au tarif médical et pharmaceutique, prévu par l'art. 3 de la loi sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail (M. B. du 5-I-38).

Agréation de services hospitaliers et de cliniques (27^e liste) (M. B. du 5-I-38).

Caisse commune de la Fédération nationale belge du Bâtiment et des Travaux publics à Bruxelles. — Modifications des statuts. — A. R. du 23-XII-37).

Caisse de prévoyance et de secours en faveur des victimes des accidents du travail. — Nomination d'un membre du Conseil d'Administration. — A. R. du 17-I-38 (M. B. du 29-I-38).

MALADIES PROFESSIONNELLES

Taux des cotisations à payer, pour 1937, par les chefs d'entreprise. — A. R. du 27-XII-37 (M. B. du 1-I-38). — A. R. du 9-III-38 (M. B. du 13-III-38).

CHOMAGE ET PLACEMENT

Centres de travail volontaire pour jeunes chômeurs ayant fonctionné en 1937 — A. M. du 31-XII-37 (M. B. du 15-I-38).

ASSURANCE-VIEILLESSE

Exécution de la loi du 15 décembre 1937 relative à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré. — A. R. du 31-XII-37 (M. B. du 16-I-38).

Commission supérieure des pensions de vieillesse. — Nomination de membres. — A. R. du 3-II-38 (M. B. du 11-II-38).

Commission d'appel en matière de pensions de vieillesse. — Maintien ressorts. — A. M. du 31-XII-1937 (M. B. du 23-II-38).

Modification de l'art 1^{er} à l'A. R. du 27-XII-37. — A. R. du 25-II-38 (M. B. du 25-III-38).

Fonds national de retraite des ouvriers mineurs. — Nomination de membres au Conseil d'Administration ainsi qu'à la Commission administrative de la caisse de prévoyance de Mons. — A. M. du 10-I-38 (M. B. du 21-I-38).

ALLOCATIONS FAMILIALES

Caisses spéciales de compensation des Administrations communales, établissements publics qui en dépendent et associations de communes. — A. M. du 28-XII-37 (M. B. du 8-I-38).

Nomination d'un administrateur (M. P. Bessem, secrétaire général du Vlaamsch Ekonomisch Verbond) au Conseil d'Administration de la Caisse nationale de compensation pour allocations familiales, en remplacement de M. Mélis, démissionnaire. — A. R. du 27-XII-37 (M. B. du 12-I-38).

Approbation des modifications apportées aux statuts des caisses. — A. R. du 22-XII-37 (M. B. du 20-I-38).

Travailleurs de l'industrie diamantaire. — Modification à l'A. R. du 22 novembre 1932 instituant une caisse spéciale. — A. R. du 27-XII-37 (M. B. du 20-I-38).

MUTUALITÉS

Fédérations et sociétés mutualistes. — Fusion. — Homologation de nouvelles dispositions statutaires de 163 fédérations et sociétés mutualistes. — A. R. du 14-XII-37 (M. B. du 12-I-38).

Fédérations et sociétés mutualistes. — Reconnaissance légale. — A. R. du 27-XII-37 (M. B. du 19-I-38).

Commissions paritaires.

COMITÉS NATIONAUX

Entreprises du spectacle. — Institution d'une C. N. — A. M. du 27-XII-37 (M. B. du 15-I-38). — A. M. du 22-II-38 (M. B. du 11-III-38).

Industrie des hôtels, restaurants et débits de boissons. — C. N. — Composition. — Modification. — A. M. du 18-XII-37 (M. B. du 6-I-38).

Coiffure. — C. N. — Composition. — Modification. — A. M. du 20-XII-37 (M. B. du 6-I-38).

Industrie mécanique du verre. — C. N. — Composition. — Modification. — A. M. du 29-XII-37.

Industrie et commerce du bois. — C. N. — Composition. — Modification. — A. M. du 30-XII-37.

Industrie du meuble. — C. N. — Composition. — Modification. — A. M. du 31-XII-37 (M. B. du 14-I-38).

Industrie chimique. — C. N. — Composition. — Modification. — A. M. du 10-I-38 (M. B. du 21-I-38).

Industrie de la miroiterie. — C. N. — Composition. — Modification. — A. M. du 11-I-38 (M. B. du 23-I-38). — A. M. du 15-II-38 (M. B. du 11-III-38).

Industrie mécanique. — C. N. — Composition. — Modification. — A. M. du 15-I-38 (M. B. du 23-I-38).

Bâtiment et travaux publics. — C. N. — Composition. — Modification. — A. M. du 17-I-38 (M. B. du 29-I-38).

Industrie de la chaussure. — C. N. — Composition. — Modification. — A. M. du 16-II-38 (M. B. du 11-III-38).

Entreprises de fabrication du ciment Portland artificiel. — C. N. et sections régionales. — A. M. du 28-II-38 (M. B. du 21-III-38).

COMITÉS RÉGIONAUX

Bâtiment et travaux publics dans les provinces de Limbourg, Luxembourg et Namur. — C. R. — Composition. — Modification. — A. M. du 27-XII-37.

Briqueteries mécaniques de la côte. — C. R. — Composition. — Modification. — A. M. du 31-XII-37 (M. B. du 14-I-38).

Entreprises de carrelage du bassin de Charleroi. — C. R. — Composition. — Modification. — A. M. du 10-I-38 (M. B. du 23-I-38). — A. M. du 21-II-38 (M. B. du 11-III-38).

Port de Gand. — C. R. — Composition. — Modification. — A. M. du 12-I-38 (M. B. du 23-I-38).

Industrie de la poterie de Charleroi et environs. — C. R. — Composition. — Modification. — A. M. du 29-XII-37 (M. B. du 14-I-38).

Port d'Ostende. — C. R. — Composition. — Modification. — A. M. du 16-II-38 (M. B. du 11-III-38).

Industrie de la bonneterie de la région du Tournaisis. — C. R. — Composition. — Modification. — A. M. du 15-II-38 (M. B. du 11-III-38).

Jurisprudence

ACCIDENTS DU TRAVAIL

Justice de Paix de Chatelet

26 novembre 1937.

Vlaeminck c/ le Syndicat Général.

Accident du travail. — Incapacité permanente totale. — Notion. — Appareil orthopédique — Inefficacité. — Entretien seulement jusqu'à la consolidation.

Il faut, pour que l'incapacité puisse être considérée comme totale, que tout travail soit impossible.

Il n'en est pas ainsi d'un ouvrier charpentier à qui il est encore possible, malgré la gravité de sa lésion, d'exercer une profession sédentaire et n'exigeant aucune dépense musculaire, comme par exemple : concierge, surveillant ou encore de pratiquer un métier à domicile, motif pour lequel l'expert conclut à une incapacité actuelle de 90 p. c.

En vertu de la loi (art. 31), en ce qui concerne les appareils de prothèse, les frais d'achat, d'entretien, de renouvellement ne sont dus que pour autant que leur usage soit reconnu nécessaire.

Si l'appareil ne peut apporter à la victime une récupération de la capacité de travail, la compagnie d'assurance n'est tenue à la fourniture de l'appareil et de son entretien, que jusqu'à l'expiration du délai de revision.

Revu les errements (*sic*) de la procédure ;

Attendu qu'une allocation provisionnelle de 14 mille 132 fr. 50 a été allouée au demandeur par notre jugement en date du 5 juillet 1937 pour une incapacité temporaire totale de travail jusqu'au 21 juin 1937 ;

Attendu que la date de consolidation doit être fixée au 21 juin 1937 ;

Attendu que si l'expert estime que l'incapacité permanente doit être en l'espèce considérée pratiquement comme totale, il ajoute : « étant donné que la victime exerce le métier de charpentier » ;

Attendu que l'incapacité de travail ne peut être considérée comme totale, selon l'esprit du législateur, que si la victime de l'accident a perdu jusqu'à la possibilité de gagner normalement un salaire quelconque ou de se procurer des ressources ayant un caractère de régularité, même dans une autre profession que celle exercée antérieurement ;

Qu'en d'autres termes, il faut pour que l'incapacité puisse être considérée comme totale que tout travail soit impossible ;

Attendu qu'en l'espèce, si le demandeur ne peut plus exercer son métier de charpentier, il lui est encore possible, malgré la gravité de sa lésion, d'exercer une profession sédentaire et n'exigeant aucune dépense musculaire comme par exemple : concierge, surveillant ou encore de pratiquer un métier à domicile ;

Que c'est sans doute le motif pour lequel l'expert conclut à une incapacité actuelle de 90 p. c. ;

Attendu au reste qu'il convient de tenir compte que le taux alloué pourra être modifié en cas d'aggravation pendant le délai de revision ;

Attendu en ce qui concerne les appareils de prothèse que les frais d'achat, d'entretien et de renouvellement de ceux-ci ne sont dus, en vertu de la loi (art. 31) que pour autant que leur usage soit reconnu nécessaire ;

Que ce caractère de nécessité ne doit être admis que pour les appareils destinés à apporter à la victime une récupération de la capacité de travail ;

Attendu que l'expert dans ses conclusions sous le n° 5 déclare que le « port d'un appareil de prothèse, étant donné l'ancienneté du sinistre, ne peut actuellement apporter aucune aide en ce qui concerne la consolidation. Tout au plus pourrait-on envisager le port d'une minerve légère en celluloïd ajouré (nidrose) à titre préventif ;

Attendu que la défenderesse n'est donc tenue à la fourniture de l'appareil et de son entretien que jusqu'à l'expiration du délai de revision.

Par ces motifs,

Nous, juge de Paix, statuant contradictoirement et en premier ressort, écartant toutes autres conclusions, disons que l'incapacité temporaire a été totale depuis la date de l'accident de travail dont le demandeur a été la victime, jusqu'au 21 juin 1937 inclus, soit durant 912 jours ; fixons la date de consolidation au 21 juin 1937 et le taux de l'incapacité permanente à partir de cette date à 90 p. c. ; condamnons la défenderesse à payer au demandeur les indemnités légales sur ces bases, en tenant compte d'un salaire de base de 8,550 francs pour la période d'incapacité temporaire et de 11,400 francs pour celle de l'incapacité permanente, sous déduction des sommes déjà payées jusqu'à ce jour, notamment à titre provisionnel ; condamnons en outre la défenderesse aux intérêts judiciaires des sommes échues et encore actuellement dues ainsi qu'aux suppléments de frais et dépens, c'est-à-dire ceux qui n'ont pas été liquidés dans notre jugement en date du 5 juillet 1937 en ce non compris minute.

CONTRATS D'EMPLOI

Conseil de Prud'hommes d'Anvers (Chambre pour employés)

25 mars 1936.

Soc. coll. W. et B. c. J. B.

Prescription en matière de contrat d'emploi. — Remplacement du salaire fixe par une commission. — Pas de nouveau contrat.

Vu l'exploit introductif de l'huissier J. S., en date du 25 février 1936, tendant au paiement d'une som-

me de 6,182 fr. 15, due du chef d'avances reçues à valoir sur commissions, ainsi que des intérêts judiciaires et des dépens du litige;

Entendu les parties dans leurs moyens et conclusions;

Attendu que la tentative de conciliation faite à l'audience est restée sans effet;

Attendu que le défendeur prétend que l'action est prescrite par le fait que celle-ci a trait à un règlement de compte entre parties datant de l'époque où le défendeur touchait un traitement fixe et que, depuis le 1^{er} août 1933, il existe un nouveau contrat basé sur une rémunération à commission;

Attendu, toutefois, que les parties sont restées les mêmes et qu'une modification apportée au contrat d'emploi, aussi importante qu'elle soit, ne peut être assimilée à une rupture du contrat existant, suivie par la création d'un nouveau contrat;

Attendu que le contrat d'emploi expirait le 31 janvier 1935 et que l'appel en conciliation en date du 27 janvier 1936 suspend la prescription (art. 53 de la loi organique), la date de la comparution des parties devant le Conseil de conciliation étant sans intérêt à ce point de vue;

Sur le fond :

Attendu que le demandeur prétend qu'il résulte des éléments de la cause que la contestation de son action est non fondée, et que cela nécessite l'intervention d'un expert;

Par ces motifs :

Le Conseil de Prud'hommes, avant de statuer sur le fond, nomme en qualité d'expert-comptable M..., chargé d'examiner si le défendeur a reçu un montant trop élevé comme commission;

Recommande aux parties de communiquer à l'expert leurs livres, correspondance et toutes autres pièces étant de nature à éclairer le Conseil sur le litige.

Réserve les frais.

Ainsi jugée et prononcée en audience publique du 25 mars 1936.

Cour de Cassation

22 octobre 1936.

De Roose c/ Schollaert.

Conseil de Prud'hommes. — Rédaction de la décision. — Mentions obligatoires à peine de nullité.

Est nulle, la décision du Conseil de prud'hommes d'appel qui ne fait pas connaître les motifs et le dispositif de la sentence a quo, qui ne rappelle ni l'acte d'appel, ni ne révèle la teneur des conclusions prises par les parties.

Pourvoi contre des décisions du Conseil des prud'hommes d'appel de Bruxelles du 14 mai et du 21 juillet 1934.

ARRET

Sur le premier moyen du pourvoi pris de la violation des articles 77 et 123, spécialement 123, avant-dernier alinéa de la loi du 9 juillet 1926 organique

des conseils de prud'hommes et 97 de la Constitution en ce que les sentences attaquées ne contiennent pas l'exposé de la demande et de la défense, ni les griefs dirigés par l'appelant contre la décision des premiers juges et placent ainsi la Cour de Cassation dans l'impossibilité d'exercer son contrôle;

Attendu que les sentences dénoncées qui, suivant les articles 77 et 123 visés au moyen, doivent contenir l'exposé sommaire de la demande et de la défense, se bornent à mentionner : la première, que le Conseil de prud'hommes d'appel, Chambre spéciale mixte, a entendu les parties, représentées par leurs conseils, en leurs conclusions développées à l'audience du 22 mars 1934; la seconde, que le Conseil de prud'hommes d'appel, Chambre pour ouvriers, a entendu les parties, représentées par leurs conseils en leurs conclusions développées à l'audience du 14 juin 1934, et qu'il a vu les rétroactes, notamment la sentence en date du 14 mai 1934 reconnaissant à l'intimé la qualité d'ouvrier;

Attendu que, loin de faire connaître les motifs et le dispositif de la sentence *a quo*, les décisions attaquées ne rappellent même pas cette dernière, ni l'acte d'appel dirigé contre elle par le défendeur;

Attendu, d'autre part, qu'elles ne révèlent pas la teneur des conclusions prises par les parties;

Attendu qu'une telle rédaction ne répond pas aux prescriptions impératives ni des articles 77 et 123 susvisés, ni de l'article 97 de la Constitution; qu'elle ne permet pas de vérifier si, comme ce dernier article lui en fait un devoir, le juge du fond a répondu à tous et chacun des chefs de demande, d'exception ou de défense présentés par les parties; qu'elle met par là la Cour de Cassation dans l'impossibilité d'exercer son contrôle sur la légalité des décisions et viole les textes susvisés;

Par ces motifs :

Et, sans qu'il y ait lieu de s'arrêter aux autres moyens, casse les sentences dénoncées; ordonne que le présent arrêt sera transcrit sur les registres du Conseil de prud'hommes d'appel de Bruxelles et que mention en sera faite en marge des décisions annulées; condamne le défendeur aux dépens de l'instance en cassation et à ceux des sentences annulées; renvoie la cause devant le Conseil de prud'hommes d'appel des provinces d'Anvers et de Limbourg.

Note du procureur général Leclercq. — Le Conseil de prud'hommes d'appel de Bruxelles rend, ainsi que sa jurisprudence le montre, des arrêts illégaux dans la forme et qu'il doit savoir être illégaux, à moins qu'il ne s'inquiète pas de celles de ses décisions qui ont été cassées parce qu'entachées du même vice.

Comme on le voit par la note du Procureur général, celui-ci a lancé un blâme cinglant au rédacteur de ces sentences. L'affaire doit-elle en rester là et va-t-on continuer à permettre à un magistrat de se moquer de la loi? La loi sur l'organisation des conseils de prud'hommes ne prévoit pas de limite d'âge pour les présidents, ni de durée à leur fonction. Seroit-on désarmé vis-à-vis de ceux qui manquent délibérément à leurs devoirs?

Conseil de Prud'hommes de Bruxelles Chambre pour Employés

14 décembre 1937.

Bernsau c/ S. A. Poivre Sagary.

Essai.

Si un contrat à l'essai est conclu pour une période de moins d'un mois, l'employé est engagé sous le régime du contrat à durée indéterminée.

La sanction de la nullité édictée par la loi n'est pas de porter la durée de l'essai au minimum prévu d'un mois.

Vu l'exploit introductif en date du 19 novembre 1937;

Attendu que la demande tend au paiement des sommes de 375 francs à titre de commissions et de 6,000 francs à titre d'indemnité de renvoi sans préavis;

Attendu que la défenderesse n'a pas élevé de contestations au sujet du premier chef de la demande;

Attendu quant au second chef, que les parties ont, en date du 21 août 1937, conclu un contrat à l'essai pour une période de 15 jours devant prendre cours le 23 août;

Attendu que le défendeur commença effectivement son travail le 23 août, date à laquelle il partit voyager pour la défenderesse, que le lendemain 24 août, il réalisa sa première commande à Luxembourg;

Attendu que si, en post-scriptum d'une lettre du 1^{er} septembre adressée à l'hôtel du demandeur à Luxembourg, la défenderesse a déclaré que le contrat à l'essai ne prendrait cours que le 31 août, pour prendre fin le 15 septembre, il n'est nullement établi que le demandeur ait donné son accord à pareille modification du contrat d'emploi, qui à ce moment avait déjà reçu un commencement d'exécution;

Que la circonstance que le demandeur soit resté inactif, par suite de maladie, du 25 au 31 août, ne permettait pas à la défenderesse de modifier unilatéralement un contrat dont la conclusion, et par conséquent aussi les modifications, ne peuvent être prouvées que par écrits constatant l'accord formel des deux parties;

Qu'en conséquence, l'allégation de la défenderesse, que les parties auraient eu l'intention de conclure un contrat à l'essai d'un mois devant se terminer à fin septembre 1937, est controuvée par les éléments de la cause;

Attendu que la défenderesse déclara renoncer aux services du demandeur par lettre recommandée en date du 28 septembre 1937;

Attendu que si donc il fallait appliquer le système jurisprudentiel suivant lequel un engagement fixant une durée d'essai de moins d'un mois, doit être censé fait pour la durée minimum fixée par la loi, soit un mois (Cons. app. Liège, 11 février 1931, Jur. Lg., 245, Houben, p. 42), il faudrait constater en l'espèce que le renvoi a été fait après l'expiration de cette période, alors que le contrat à l'essai s'était donc déjà transformé en un contrat à durée indéterminée;

Mais attendu que si même il fallait admettre que le contrat n'a effectivement pris cours que le 1^{er} septembre, il n'en résulterait pas encore que la défen-

deresse eût pu renvoyer le demandeur sans lui payer l'indemnité légale de préavis;

Attendu, en effet, que sous l'empire du contrat tel que les parties l'avaient conclu, l'employé devait, à défaut d'avoir été congédié à l'expiration de la première quinzaine, être considéré comme engagé définitivement pour une durée indéterminée; qu'ainsi le droit pour l'employeur de renvoyer l'employé à l'expiration du premier mois de services était expressément exclu par les termes formels du contrat; qu'on ne peut admettre que ce droit puisse être conféré à l'employeur en vertu d'une clause qui ne le prévoyait pas, mais à laquelle on ferait produire cet effet nouveau à raison de ce qu'elle est prohibée par la loi;

Attendu que les dispositions de loi qualifiées d'ordre public peuvent assurément avoir pour effet de substituer la volonté du législateur à celle exprimée par les parties, mais que pareille substitution ne peut être faite qu'en vertu d'un texte formel et non douteux, et que tout texte de cette nature doit être interprété restrictivement;

Attendu qu'en l'occurrence la loi n'a pas prévu expressément la sanction à l'inobservation de l'article 3 de la loi sur le contrat d'emploi, et que les travaux préparatoires sont muets sur ce point; que ce serait donner à cet article une interprétation contraire aux principes généraux du droit, que de lui attribuer une sanction qui aboutirait à étendre les effets de la clause qu'il prohibe;

Attendu que dans le cas d'un essai conclu pour une période de plus de trois mois, il paraît logique de ramener la durée prévue dans les limites tracées impérativement par la loi; que l'on se contente ainsi de réduire les effets de la clause d'essai prohibée en ne reconnaissant le bénéfice des droits qu'elle prévoit, à celui qui l'a stipulée, que dans la mesure où ces droits sont licites, mais qu'on ne peut, ainsi que le fait la décision précitée, appliquer le même raisonnement aux clauses d'essai de moins d'un mois;

Attendu que la sanction de l'inobservation du délai minimum fixé par la loi en son article 3 ne peut dès lors être que de priver la clause d'essai de tout effet;

Que telle est bien la sanction conforme aux intentions du législateur; qu'en effet l'article 4 de la loi, bien que n'apportant pas de solution expresse au problème envisagé, doit être interprété en ce sens, qu'à défaut d'écrit constatant que l'engagement est soumis à la condition d'un essai licite, il doit être soumis aux conditions générales de la loi sur le contrat d'emploi;

Attendu qu'il résulte de ces considérations que seul un motif grave eût pu justifier une rupture sans préavis en date du 28 septembre, quel que soit le système que l'on applique à l'espèce;

Attendu que la défenderesse, dans sa lettre recommandée de cette date, allègue d'une part que la quantité des commandes du demandeur était insuffisante, et d'autre part que celui-ci aurait réservé son activité à une autre firme;

Attendu que le premier fait ne constitue pas un motif grave de renvoi, et que le second ne comporte aucune précision, qu'il ne serait d'ailleurs pertinent que si le contrat prévoyait l'interdiction pour

le demandeur

qui n'est p

Attendu

dans son

gagné du

1,972 fr. 50

de préavis

Par ces

conclusions

Vu les ar

Condamne

les sommes

de 5,071 fr.

damne aux

et aux dép

Conseil

Compétence employeur nler. —

Sont de

mes, les lit

jardinier; u

ses ordres

de rentrées

c'est-à-dire

Attendu

ductif d'inst

la demande

demandeur

1^o Deux

mois de ja

2^o 320 fr

3^o 100 fr

un certifi

1^o Attend

l'incompéter

dant que l

d'employeur

let 1926, l

vice, comm

à la camp

Attendu

l'appelant,

déclare form

« les perso

sieurs jardin

déclare sou

jardiniers »

Que le C

tent pour co

2^o Attend

lieu, que le

le demandeur, de travailler pour une autre firme, ce qui n'est pas le cas;

Attendu que l'indemnité sollicitée est donc justifiée dans son principe, mais que le demandeur ayant gagné du 24 août au 28 septembre, une somme de 1,972 fr. 50, l'indemnité correspondante à trois mois de préavis est de 5,071 fr. 50.

Par ces motifs, le Conseil, écartant toutes autres conclusions;

Vu les articles 4 et 41 de la loi du 15 juin 1935;

Condamne la défenderesse à payer au demandeur les sommes de 375 francs à titre de commissions et de 5,071 fr. 50 à titre d'indemnité de préavis; la condamne aux intérêts judiciaires sur les dites sommes et aux dépens.

— x —

Conseil de Prud'hommes d'appel d'Anvers (Chambre mixte)

21 juin 1937.

Sch. c/ De R.

Compétence du Conseil de Prud'hommes. — Employeur occupant des jardiniers. — Chef-jardinier. — Qualité d'employé.

Sont de la compétence du Conseil de prud'hommes, les litiges survenant entre un propriétaire et son jardinier; un jardinier ayant un autre jardinier sous ses ordres et tenant certains livres de dépenses et de rentrées, doit être considéré comme chef-ouvrier, c'est-à-dire employé.

Attendu que suivant les termes de l'exploit introductif d'instance du 3 juin 1933 de l'huissier Moreels, la demande tend à faire condamner le cité à payer au demandeur originaire:

- 1° Deux fois 1,200 francs pour appointements des mois de janvier et de février 1933;
- 2° 320 fr. 15 du chef d'avance et de débours;
- 3° 100 francs pour indemnité pour refus de délivrer un certificat.

1° Attendu que l'appelant soulève, en premier lieu, l'incompétence du Conseil de prud'hommes, prétendant que l'appelant Schollaert n'a pas la qualité d'employeur au sens de la loi organique du 2 juillet 1926, le demandeur étant jardinier à son service, comme particulier, sur la propriété qu'il possède à la campagne;

Attendu que, contrairement à cette allégation de l'appelant, l'article 22 de la loi organique en son 3° déclare formellement considérer comme employeurs « les personnes qui ont à leur service un ou plusieurs jardiniers » et que, d'autre part, l'article 3, 4°, déclare soumis à la loi en qualité d'ouvriers « les jardiniers »;

Que le Conseil de prud'hommes est donc compétent pour connaître du litige;

2° Attendu que l'appelant soutient, en second lieu, que le demandeur originaire serait ouvrier et

non pas employé; le demandeur originaire, de son côté, prétend être employé en sa qualité de chef-jardinier, ayant d'autres jardiniers sous ses ordres;

Attendu que pour se prétendre employé justiciable de la Chambre des Employés, l'intimé affirme avoir été au service de l'appelant comme chef-jardinier aux appointements fixés à 1,500 francs par mois, mais ultérieurement réduits à 1,200 francs par mois, jouissant en outre du logement gratuit et ayant d'autres jardiniers sous ses ordres, devant en outre tenir des livres des recettes et dépenses de l'exploitation dont il avait la gestion; que de ce chef, il rentrait sous la catégorie des « chefs-d'atelier, chefs-ouvriers, contremaîtres », qualifiés d'employés par l'article 4 de la loi organique du Conseil de prud'hommes de 1926;

Qu'à l'encontre de ces prétentions de l'intimé, l'appelant, contestant que l'intimé ait d'autres jardiniers sous ses ordres, prétend qu'il est simple travailleur manuel aidé à la fin par un unique ouvrier, aide-jardinier, et que, comme tel, il peut être tout au plus considéré comme chef d'équipe, que l'article 3, 1°, de la loi organique qualifie expressément « ouvrier »;

Attendu que dans le fait, l'appelant ne saurait contester sérieusement que l'intimé était à son service comme chef-jardinier ayant tout au moins un autre jardinier sous ses ordres, et s'occupant de l'entretien et du soin des fleurs, plantes et de la basse-cour de la campagne de l'appelant, tenant de ce chef certains livres des dépenses et des rentrées;

Que toutes ces circonstances résultent notamment de sa propre lettre recommandée du 31 décembre 1932, par laquelle il signifie son préavis à son « chef », l'invite à renoncer également au jardinier qui l'aide, lui conseille de faire vendre les cygnes et la chèvre, et annonce de lui parler « pour voir ce que nous pourrions faire des fleurs et des plantes » et, enfin, lui signifie: « Vous voudrez bien me marquer dans votre livre vos dépenses et gages de ce mois-ci. »

Attendu que, en présence de toutes les constatations de faits, il ne saurait être contesté que l'intimé doive être considéré comme « chef-ouvrier », c'est-à-dire « employé », au sens de l'article 4 de la loi organique du 9 juillet 1926;

Que, partant, la cause doit être renvoyée devant la Chambre pour Employés, qualifiée compétente par la même loi pour juger de pareils différends.

Par ces motifs:

Le Conseil de prud'hommes d'appel pour les provinces d'Anvers et de Limbourg, Chambre Spéciale Mixte, dit pour droit que le Conseil de prud'hommes est compétent; que spécialement le litige relève de la compétence de la Chambre pour Employés, l'intimé devant être qualifié « employé » en sa qualité de « chef-ouvrier ». Renvoie en conséquence la cause devant la Chambre des Employés, pour être statué comme en droit il appartiendra.

Dit qu'il sera statué sur le sort des dépens par la décision finale quant au fond.

CONTRATS DE TRAVAIL

Conseil de Prud'hommes de Verviers (Chambre pour Ouvriers)

18 mars 1938.

Epouse Watlue c/ Etabl. I. Simons.

Préavis. — **Entrée en chômage au cours de la durée du préavis.** — Cette thèse équivaldrait à **supprimer purement et simplement les dispositions de la loi sur le contrat de travail.** — **Indemnité pour la durée entière du préavis.**

Attendu que l'action de la demanderesse tend à obtenir paiement de la somme de 180 fr. 60, représentant la moitié du salaire qu'elle aurait gagné pendant la durée du préavis qui lui a été notifié le 13 décembre 1937;

Attendu que les parties sont d'accord pour reconnaître que le 13 décembre, la demanderesse a été avisée qu'elle quitterait l'établissement le 22 décembre suivant; qu'elle a travaillé toute la journée les 14 et 15 décembre; que le 16, elle a travaillé pendant deux heures et que le 22, elle a encore travaillé partiellement;

Attendu que pour expliquer que la demanderesse n'a pas été occupée pendant toute la durée du préavis, la défenderesse invoque que la demanderesse est entrée en chômage à partir du 16 jusqu'au 22 décembre; qu'elle n'est donc pas tenue à payer une indemnité pour le manque à gagner pendant les jours chômés;

Attendu qu'admettre pareille thèse équivaldrait à supprimer purement et simplement les dispositions de la loi sur le contrat de travail réglant l'obligation du préavis dans les contrats faits sans durée déterminée;

Attendu que lorsque le législateur a imposé à l'employeur l'obligation de donner un préavis, ou l'obligation de payer une indemnité lorsque le préavis n'a pas été donné ou a été donné d'une manière insuffisante, il a voulu, d'une part, accorder à l'ouvrier le temps normal de chercher un autre employeur, et, d'autre part, mettre cet ouvrier à l'abri du besoin en l'assurant que pendant ce temps il pourrait toucher son salaire ou, à défaut de celui-ci, une indemnité;

Attendu qu'il est donc incontestable que la période du préavis doit s'entendre d'une période de travail rémunéré, et qu'à défaut de celui-ci, l'obligation du paiement d'une indemnité naît pour l'employeur; qu'il serait vraiment trop aisé pour celui-ci de prétendre se conformer à la loi en donnant un préavis régulier, et d'échapper en même temps à tout paiement en faisant coïncider ce préavis avec une période de chômage;

Attendu que le droit de la demanderesse au paiement d'une indemnité est donc incontestable;

Attendu qu'il n'est pas dénié que le salaire horaire de la demanderesse ait été de 6 fr. 45;

Attendu qu'en tenant compte du travail complet des journées des 14 et 15 décembre et du travail partiel des journées des 16 et 22 décembre, il y a lieu de fixer à 135 fr. 45 l'indemnité revenant à la demanderesse;

Par ces motifs, le Bureau de conciliation siégeant comme bureau de jugement conformément à l'article 54 de la loi organique des conseils de prud'hommes, rejetant toutes conclusions, autres, plus amples ou contraires, statuant contradictoirement et en dernier ressort, condamne la société défenderesse à payer à la demanderesse la somme de 135 fr. 45, les intérêts judiciaires sur cette somme et les dépens liquidés à 20 francs; commet l'huissier Hansen, de Verviers, pour signifier le jugement à la défenderesse.



en f

De

NOUS
(Tra
tout

tion nouve
estropiés.
10 juin 193
Allocations
de remplac
d'une som
pareils de
d'un petit
trois anne
3 x 2,28
l'acquisition
cice d'une
l'estropié.

Examin
l'application
mesure de
en tireron
dans une é

A. Octroi
Nombre de
du servie
Nombre de
senter à
Allocatio